

**ARRETE REGLEMENTAIRE N° 2026/069/ DGAS / Direction de la Protection de l'Enfance
et des Familles**

Portant abrogation de l'arrêté N° 2026/067/DGAS/Direction de la Protection
de l'Enfance et des Familles relatif à la suspension de l'activité du Lieu de Vie
et d'Accueil « La Maison des Marêts » à Egreville

Le Président du Conseil Départemental,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), et notamment ses articles D.
316-1 et suivants ;

VU la loi du 2 janvier 2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la loi du 05 mars 2007 réformant la protection de l'enfance et la loi du 14 mars 2016
relative à la protection de l'enfance ;

VU la délibération du Conseil départemental n°0/01 en date du 1^{er} juillet 2021 relative
à l'élection de Monsieur Jean-François PARIGI en qualité de Président du Conseil
départemental de Seine-et-Marne ;

VU le schéma départemental de la protection de l'enfance 2024-2028 ;

CONSIDERANT que le Département de Seine-et-Marne a procédé à une visite inopinée
du Lieu de Vie et d'Accueil le 14/10/2026, et que celle-ci a permis de lever certaines
inquiétudes ;

Sur proposition du Directeur général des services du Département,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté N° 2026/067/DGAS/Direction de la Protection de l'Enfance et
des Familles portant la suspension de l'activité du Lieu de vie et d'Accueil
« La Maison des Marêts » situé au 8 rue Jules Jardin à Egreville est abrogé ;

Accusé de réception en préfecture
077-227700010-20261015-2026AR053DPEF-AR
Date de télétransmission : 15/10/2026
Date de réception préfecture : 15/10/2026

ARTICLE 2 : Le Lieu de Vie et d'Accueil est autorisé à poursuivre son activité ;

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera transmis au représentant de l'Etat dans le département pour exercice du contrôle de légalité et publié en les formes légales, sur le site du Département.

Fait à Melun, le **15 OCT. 2026**

Le Président du Conseil départemental

Jean-François PARIGI

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, cet acte administratif peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.